
La lutte contre la pauvreté : modèles d'action locale

The Fight Against Poverty: Models of Local Action

Juan-Luis Klein et Emmanuel Raufflet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2407>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.2407](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2407)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Juan-Luis Klein et Emmanuel Raufflet, « La lutte contre la pauvreté : modèles d'action locale », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 50 | 2014, mis en ligne le 01 septembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2407> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2407>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La lutte contre la pauvreté : modèles d'action locale

The Fight Against Poverty: Models of Local Action

Juan-Luis Klein et Emmanuel Raufflet

Introduction

- 1 Les processus de mobilisation des acteurs locaux pour contrer la pauvreté et l'exclusion s'inscrivent dans un contexte de profonds changements économiques, sociaux et politiques. Ces processus s'amorcent en réponse à des situations de crise provoquées par ces changements (Fontan, Klein et Lévesque, 2003), mais ils sont aussi propices à l'émergence de nouveaux modèles, à des innovations sociales porteuses de nouveaux référentiels d'action (Klein et Harrisson, 2007; Moulaert, MacCallum, Mehmood et Hamdouch, 2013; Klein, Laville et Moulaert, 2014). L'analyse de ces modèles a donné lieu à plusieurs travaux posant des regards sectoriels et disciplinaires. Ce qui est proposé dans ce numéro est un croisement de regards dans une perspective qui combine des préoccupations présentes dans le domaine de la gestion et des entreprises privées, d'une part, et dans celui du développement territorial et de l'économie sociale et solidaire, d'autre part.

La lutte à la pauvreté et les capacités locales

- 2 Lorsque l'on cherche à comprendre les approches et expériences qui visent la lutte contre la pauvreté, la question de l'acquisition des capacités, c'est-à-dire les « capacités » au sens de Sen (1999), nécessaires pour influencer la trajectoire des individus et des collectivités vulnérables, voire vulnérabilisées, devient primordiale. De nombreux travaux menés aussi bien dans les champs théorique qu'empirique ont mis de l'avant le concept d'*empowerment* pour caractériser ce processus de « capacitation » collective (Friedmann, 1992; Mondros et Wilson, 1994; Mendell, 2006; Ninacs 2008).

- 3 Sen (1987) propose une analyse fine des capacités à développer par les acteurs, mais aussi des contextes nécessaires à leur mise en œuvre. Sen met en avant qu'il ne suffit pas que chaque acteur acquière une capacité. L'action de lutte contre la pauvreté se doit d'augmenter la capacité des acteurs et des citoyens à maîtriser les dynamiques d'évolution qui les concernent aux échelles locales et globales (Lardon et al, 2001). Il faut ainsi pouvoir transformer les conditions de l'environnement institutionnel et social afin de pouvoir mettre en œuvre ces capacités, et ce dans la mesure où un environnement institutionnel basé sur des rapports sociaux et de production inéquitables ne peut que reproduire, voire accroître les inégalités et donc la pauvreté d'une partie des citoyens. Il devient donc nécessaire d'influencer les structures institutionnelles et les instances de pouvoir afin de transformer l'environnement institutionnel de façon à rendre possible l'utilisation des capacités acquises collectivement (Coudel 2009). Ainsi, la lutte contre la pauvreté doit viser aussi bien les individus que le cadre institutionnel dans lequel ils agissent.
- 4 Ces capacités sont d'autant plus nécessaires dans un contexte où la globalisation impose des transformations aux modes d'action publique, ce qui a comme conséquence la diminution des ressources publiques accordées à la redistribution de la richesse et l'engagement des gouvernements dans des stratégies qui visent davantage la compétitivité que l'égalité.

La pauvreté, un phénomène multidimensionnel

- 5 C'est bien connu, la pauvreté s'inscrit dans des processus multidimensionnels qui agissent aussi bien à l'échelle globale (flux financiers, réseaux globaux, délocalisation d'entreprises, changements technologiques, marché du travail, voir Sassen, 2007) qu'à l'échelle locale (leadership, ressources, capital humain et social, emploi, capacités collectives, identités, voir Klein et Champagne, 2011). L'imbrication institutionnelle du global et du local décrite par Swyngedouw en parlant de « glocalisation » (1997) est présente aussi dans les processus qui mènent à la pauvreté. Ces processus conduisent certaines catégories sociales à des rapports de sujétion qui limitent la capacité des citoyens à améliorer leurs conditions de vie et de travail et à exercer leurs droits de citoyens (Castel, 2008), et ce dans un contexte où les moyens qui ont assuré la lutte contre la pauvreté dans les pays occidentaux depuis les années 1930, et surtout dans les décennies de l'après-guerre, sont remis en question (Laville, 2008). Les différentes formes de protectionnisme économique et le marché du travail ont été affectés à un point tel par les transformations politiques et économiques en cours que les politiques redistributives d'inspiration keynésienne n'engendrent plus les cercles vertueux qu'elles visaient.
- 6 On est plutôt en présence de fractures qui intensifient les différences entre les bien nantis et les laissés pour compte, ce qui a des conséquences socio-territoriales majeures (Klein, 2011). Tout en conservant une préoccupation pour la diminution de la pauvreté, les États redéfinissent leurs stratégies en s'orientant vers des interactions avec la société civile et même avec diverses formes d'action privée, dont la philanthropie par exemple, et ce notamment à l'échelle locale. Or, dans les territoires où agissent des processus d'appauvrissement, délaissés par les acteurs publics, par les capitaux privés et par les grands réseaux qui génèrent la richesse, les acteurs et les citoyens ont peu de ressources à leur disposition pour renverser leur situation. Les acteurs sociaux à

l'œuvre dans ces « territoires orphelins » (Fontan, Klein et Lévesque, 2003), sont donc obligés de se tourner vers des ressources endogènes pour conserver leurs acquis (services, sources d'emploi, etc.).

Des stratégies de lutte contre la pauvreté et l'exclusion

- 7 Les stratégies amorcées ainsi peuvent avoir deux objectifs. D'une part, elles peuvent viser de façon explicite l'inclusion sociale en mobilisant des ressources de l'économie sociale et solidaire (Gaiger, 1999). La poursuite de l'objectif d'inclusion sociale s'inscrit dans un courant important défini par plusieurs comme le développement communautaire (Tremblay, Klein et Fontan, 2009; Ndiaye, 2011; Caillouette, Roos et Aubin, 2013). Ce courant est présent dans nombre de pays et repose sur des modèles de gouvernance caractérisés par le partenariat, la co-construction et la co-production des services ainsi que sur la combinaison de logiques sociales et économiques différentes (Klein, Fontan, Harrisson et Lévesque, 2014). Dans ce cadre, les innovations sociales se traduisent par des nouveaux arrangements sociaux, des nouveaux modes de coordination et des nouvelles formes d'arrimage d'acteurs.
- 8 D'autre part, il s'est développé une approche orientée vers la création d'entreprises, voire vers l'entrepreneuriat. Or progressivement, ce sont mises en œuvre des stratégies qui, tout en étant centrées sur l'entreprise, sont attentives au social et aux liens avec la collectivité. Ont ainsi émergé des stratégies orientées vers le réseautage des entreprises et la création de systèmes productifs territorialisés. Ces systèmes, pouvant prendre diverses appellations selon les auteurs (districts industriels, clusters, systèmes productifs locaux, milieux innovateurs, systèmes régionaux d'innovation), incluent, dans des doses différentes, les acteurs publics et ceux de la société civile (Benko et Lipietz, 2000; Klein, 2005). G. Becattini, n'a-t-il pas défini les districts industriels comme étant le résultat de l'osmose entre les entreprises privées et la communauté constituant un espace géographique et historique? (Becattini, 1992, p. 36) Dans les sections suivantes nous aborderons d'une façon plus attentive ces deux types de stratégie.

Les stratégies mobilisant l'économie sociale et solidaire

- 9 Précisons qu'à l'exception de certaines organisations qui ont une finalité explicite d'insertion sociale, les entreprises et organisations d'économie sociale et solidaire (ESS) ne poursuivent pas la lutte à la pauvreté comme objectif premier, encore moins comme seul objectif. L'économie sociale ne se veut pas une économie des pauvres mais plutôt une option globale au néolibéralisme (Bouchard, 2013). Mais, comme les initiatives engendrées par l'ESS sont fortement enracinées dans les populations qu'elles desservent, lorsqu'elles sont ancrées dans des territoires en situation de pauvreté, elles y contribuent d'une façon significative (Klein et Tremblay, 2013). Dans un contexte où les collectivités locales en difficulté se voient de plus en plus responsabilisées de leur développement, ces collectivités se confrontent au besoin d'appliquer les stratégies les plus appropriées pour infléchir les tendances qui mènent à l'appauvrissement des milieux, et donc des citoyens. L'ESS devient alors une base qui procure des ressources matérielles et humaines importantes pour lutter contre la pauvreté (Klein et Champagne, 2011).

- 10 En contribuant au renforcement des marchés locaux, à la construction de compétences locales, à la mise en place d'instances de participation et à l'expérimentation de nouvelles façons de répondre aux problèmes sociaux, surtout en termes de services, l'ESS accroît les capacités des collectivités locales pour innover et répondre aux aspirations des citoyens concernant l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. C'est ce que certains auteurs désignent comme *building social capacity* (Stone et al. 2001; Stone, 2005), soit la mise en réseau des acteurs concernés par l'économie sociale, d'une part, et, de ceux-ci avec les autres acteurs de la collectivité, à savoir les acteurs des sphères privée et publique de l'économie, d'autre part (Lévesque, 2013; Klein et Morrissette, 2013).
- 11 Il est reconnu par les auteurs qui abordent l'effet de l'économie sociale sur les collectivités, y compris par ceux qui l'abordent dans une perspective critique, que l'effet de celle-ci est important sur la création d'emplois et sur l'insertion des exclus sur le marché du travail. Ces emplois permettent l'inclusion des groupes désavantagés sur le marché du travail (Amin et al., 2002). De plus, ces emplois sont créés dans des secteurs qui sont mal desservis par l'économie marchande et par les instances gouvernementales. Un autre domaine dans lequel le rôle de l'économie sociale est largement reconnu est celui des services de proximité, surtout pour des collectivités ou pour des catégories sociales délaissées par les forces du marché. C'est le cas par exemple dans les territoires caractérisés par la désertification alimentaire ou par la fracture numérique. Mais il y a aussi un autre élément qui est crucial pour l'amorce d'un processus de renversement des tendances menant à la pauvreté. Il s'agit du sentiment d'appartenance d'une communauté, de son identité et de l'attachement des citoyens à son égard. Ces deux aspects s'avèrent majeurs dans la mobilisation des collectivités contre la pauvreté, ce dont témoigne au Québec le cas de Saint-Camille (Champagne, 2012; Dufresne, 2014). Plus leur sentiment d'appartenance est puissant, plus les membres d'une communauté ont la volonté de s'impliquer dans la vie collective. Les expériences d'ESS mobilisent les acteurs locaux en faisant appel à la mémoire, aux expériences symboliques, ce qui met en relief les repères identitaires collectifs des acteurs et favorise leur engagement dans des initiatives de développement économique (Klein et Champagne, 2011).
- 12 Par ailleurs, les initiatives qui mobilisent des ressources de l'ESS ont un effet positif sur le tissage de liens sociaux, l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement et le développement culturel. Cet aspect est renforcé dans les milieux où, comme au Québec, suite à des ententes avec les instances gouvernementales, des organisations rattachées à l'ESS, telles les Corporations de développement économique communautaire (CDEC) à Montréal, par exemple, deviennent des gestionnaires de fonds publics, assurant ainsi une fonction d'intermédiation, voire d'interface entre les organisations gouvernementales et celles de la société civile (Klein et Morrissette, 2013). Les acteurs communautaires deviennent ainsi partenaires de la gouvernance locale.
- 13 Largement inspirée des principes de l'intervention sociale et de l'action collective, cette approche a d'abord été centrée sur les arrimages entre le gouvernement et les milieux communautaires. Dans le cas du Québec, ce n'est qu'avec le temps, notamment avec le « tournant économique des mouvements sociaux » qui a eu lieu dans les années 1980 (Klein, Fontan, Harrisson et Lévesque, 2014), qu'une partie des acteurs du développement communautaire s'est ouverte de façon plus claire à la concertation avec

les entreprises privées, dans une perspective qui inclut aussi bien la création d'entreprises et l'employabilité que l'économie sociale et, plus récemment, le développement culturel (Klein et Morrissette, 2013).

Les stratégies menées et promues par l'entreprise et l'entrepreneuriat¹

- 14 En ce qui concerne le développement des entreprises comme base d'une lutte contre la pauvreté, ont émergé au cours des dernières années plusieurs modèles de gestion visant à favoriser l'inclusion sociale, économique, par le travail et, plus largement, par l'accès au marché. Ces modèles incluent, entre autres, les traditions de coopération, l'entrepreneuriat collectif, le *social business* et l'entrepreneuriat social, mais aussi de nouveaux modèles d'affaires qui sont mis en avant comme étant à la fois financièrement et économiquement durables et socialement inclusifs (Porter et Kramer 2010; Prahalad 2010).
- 15 Les traditions intellectuelles liant le rôle des entreprises et la lutte contre la pauvreté sont anciennes et se sont manifestées souvent dans un contexte local. Au cours des dernières années, les travaux inscrits dans ces traditions se sont multipliés. Nous nous concentrons ici en particulier sur un concept qui a pris une place centrale dans les débats universitaires et managériaux : « la base de la pyramide ».
- 16 Les écrits sur la base de la pyramide (London, 2007; Simanis et Hart, 2009; Prahalad, 2010), de même que les stratégies fondées sur ce concept, ont gagné en popularité, principalement dans les pays du Sud. La notion de base de la pyramide fait référence aux personnes ayant un revenu annuel inférieur à 1 500 dollars, ce qui représente environ 70 % de la population mondiale. Ce sont « les pauvres à la base de l'échelle socioéconomique globale qui réalisent leurs transactions principalement dans l'économie informelle » (London, 2007). Dans cette approche, les habitants les plus pauvres sont perçus comme des acteurs majeurs dans le développement des entreprises, soit en tant que consommateurs, futurs employés ou entrepreneurs.
- 17 Cette approche de la base de la pyramide a eu deux générations distinctes. La première est celle qui considère les pauvres comme des consommateurs. Pour pouvoir offrir des produits et des services à cette population tout en conservant une marge bénéficiaire, les entreprises doivent transformer leur « *business model* » en adaptant leur structure de coûts, leur logistique, leur marketing et même leurs ressources humaines (Pralhad, 2010). Dans cette approche, il faut maintenir une écoute approfondie de la population et utiliser les organismes de la société civile comme intermédiaires. Au sein de l'entreprise comme telle, il faut être capable de réduire le prix des produits et des services et d'adapter le packaging et les modes de distribution en fonction des attentes de cette population.
- 18 La deuxième génération voit les pauvres comme co-créateurs de marchés (Simanis et Hart, 2009). Selon cette vision, les personnes qui forment la base de la pyramide deviennent des partenaires commerciaux. On passe de l'écoute au dialogue approfondi avec la population, et ce par le biais de relations directes et interpersonnelles. Les organismes de la société civile ne sont plus des intermédiaires, seulement des facilitateurs. On se préoccupe davantage du développement de la créativité et de la fusion de compétences entre l'entreprise et les communautés afin de construire un engagement commun. Ce qui mène à une approche favorisant une plus grande

responsabilisation de la population concernée. On vise à créer les conditions pour que les projets réalisés permettent aux individus dans ces communautés de se développer.

- 19 Cette approche est liée à celle de « responsabilité sociale de l'entreprise », une stratégie alignée sur une tradition utilitariste (Garriga et Melé, 2004), orientée vers la création de situations qui favorisent les relations « gagnant-gagnant » pour les entreprises et la communauté. L'objectif consiste à démontrer *comment* les entreprises peuvent lancer des initiatives qui, tout en étant « responsables » sur les plans social et environnemental, peuvent aboutir à la création de valeur économique et, par conséquent, sont susceptibles d'améliorer la performance de ces entreprises, et donc de leur milieu.
- 20 Dans plusieurs régions et milieu locaux dévitalisés, les acteurs ont eu recours à des approches visant les entreprises mais en tant que milieu entrepreneurial, dont l'une des bases réside dans l'effet de la proximité sur les interrelations entre les entreprises et le milieu (Raufflet et al. 2011). L'hypothèse de cette stratégie est que la proximité pourrait engendrer des dynamiques de reconversion économique basées sur la collaboration, créant ainsi des emplois et renversant les tendances qui dévitalisent la structure économique des collectivités locales. Cette approche voit le milieu social et les acteurs représentatifs de la société civile comme des ingrédients importants des modalités de gouvernance inclusive susceptibles d'assurer la compétitivité des territoires (Braczyk, Cooke, Heidenreich, 1998; Wolfe, 2014) et de façonner des milieux locaux socialement innovateurs (Bradford et Bramwell, 2014; Moulaert et Nussbaumer, 2014).

Convergence des deux approches : les articles compris dans ce numéro

- 21 Ce sont ces deux approches qui sont abordées dans ce numéro par des articles qui donnent à voir une certaine convergence, du moins sur le plan empirique. Le premier texte porte sur les Associations d'action sociale en France. À travers l'exemple plus spécifique des communautés Emmaüs, Olivier Gajac analyse les enjeux qui affectent les organismes de lutte contre l'exclusion ancrés dans la société civile et dans l'ESS. Ces associations, qui ont un rôle majeur en ce qui concerne les services aux plus démunis et qui leur donnent une voix, se confrontent aux pressions des instances gouvernementales et du marché. Elles bénéficient d'une certaine autonomie financière face à l'État, parce qu'elles ont des activités économiques propres qui leur procurent des revenus, mais elles en reçoivent néanmoins des fonds, ce qui se traduit par des règles contraignantes. En même temps, elles sont soumises aux pressions du marché, qui tend à leur imposer des critères de compétitivité, et des entreprises privées, qui tendent à en faire des sous-traitantes. L'enjeu est donc social, parce qu'elles procurent aux plus démunis la possibilité de bâtir ou de rebâtir leurs liens sociaux, mais aussi politique parce leur projet socioéconomique, dans lequel les exclus trouvent une place, se voit détourné.
- 22 Dans le texte suivant, Annie Camus propose une synthèse des relations entre le secteur public et les organismes qui œuvrent dans la lutte à la pauvreté au sein de la société civile, qu'elle désigne comme le tiers secteur et qui incluent les entreprises de l'ESS ainsi que les entrepreneurs sociaux. À partir d'une recension des écrits sur ce thème, elle dégage cinq approches conceptuelles pour lesquelles elle identifie certains

attributs. L'auteure remarque une prépondérance des travaux qui favorisent les arrangements collaboratifs. Selon elle, les défis posés par les changements et transformations sociales actuelles, par la mondialisation et l'accroissement de l'écart entre les riches et les pauvres, et par les crises économiques, environnementales et sociales qui affectent la planète, accentuent et intensifient la mise en relation des acteurs organisationnels et institutionnels pour faire face aux problèmes de la pauvreté et l'exclusion.

- 23 Dans le troisième texte, à partir d'une approche qui vise les changements dans l'organisation de la production industrielle, María de Jesús Obeso analyse une expérience de mise en place d'un réseau productif dans le domaine de l'aquaculture (production de crevettes) dans l'État de Sinaloa, dans le littoral occidental du Mexique. L'analyse montre que la création d'un réseau de producteurs et d'acteurs, avec une gouvernance appropriée, a un effet positif sur la compétitivité des producteurs. Le réseau productif mis en place évolue progressivement vers la structuration d'un milieu caractérisé par des formes organisationnelles et institutionnelles qui favorisent l'efficacité collective, l'apprentissage et le partage de la connaissance, ce qui génère de l'activité économique, des emplois et des revenus. Ce processus accroît le potentiel aussi bien des individus que de la communauté et l'analyse donne à voir le rôle de la proximité territoriale en tant que facteur structurant d'interrelations et de réticulations.
- 24 Dans le quatrième texte, à partir d'une analyse sur la pauvreté en milieu rural en Amérique latine et particulièrement au Mexique, Luis Portales propose un modèle d'intervention et d'inclusion communautaire, modèle qui a été expérimenté dans la communauté de San Felipe, une communauté rurale mexicaine située dans l'État mexicain de Nuevo León. L'objectif du modèle est de réduire la situation d'exclusion dans laquelle se trouvent les résidents des communautés rurales en misant sur les diverses formes de capital social, humain et matériel que les citoyens peuvent mobiliser pour favoriser le développement de capacités locales d'intervention. L'application de ce modèle s'est faite selon la méthodologie de la recherche-action, mettant en interrelation le chercheur et la communauté.
- 25 Dans le cinquième texte, Y. Hallée, M. Bettache et Ph. Bergeron abordent l'une des situations extrêmes de la pauvreté, soit l'itinérance, laquelle s'inscrit dans un processus de fragilisation d'un milieu allant jusqu'à l'exclusion, voire la désaffiliation, tel qu'entendue par Castel (2008). Les acteurs mettent l'accent sur la nécessité d'une action coordonnée des acteurs de nature privée, publique ou communautaire, œuvrant à l'échelle nationale et locale, pour lutter contre l'itinérance. Selon les auteurs, cette coordination exige un leadership étatique et un fonctionnement en réseau. Les auteurs proposent un modèle qui englobe l'intégration de l'itinérant et l'action collective des institutions. Ce modèle s'appuie sur certains concepts élaborés dans le cadre de la pensée institutionnaliste de Commons, dont celui de « capitalisme raisonnable ».
- 26 Le sixième texte, rédigé par Melanie Doyon et Thierry Deroo, porte sur le cas d'une coopérative créée dans une municipalité rurale située dans la grande région de Montréal. La création de cette coopérative vise à répondre à l'absence d'un service internet à haute vitesse dans la municipalité. Profitant d'un programme gouvernemental formulé pour faciliter l'innovation en milieu rural, le projet s'élargit et la municipalité devient un « laboratoire rural ». À l'aide des concepts d'acteur et d'innovation sociale, les auteurs analysent la dynamique de cette collectivité en

montrant que la solidarité qui s'était créée au départ lorsqu'il s'agissait de solutionner un problème criant s'effrite à mesure que l'action s'élargit et que les intérêts différents des citoyens s'expriment. Le texte conclut que la structuration d'un réseau de soutien et d'une participation active des citoyens a fait défaut dans ce cas. Des réorientations ont été enfin apportées ce qui a redonné la légitimité au projet.

- 27 Dans le septième texte, Juan-Carlos Clemente analyse le rôle des petits commerçants de quartier (*tenderos de barrio*) dans la lutte à la pauvreté. À partir d'études empiriques réalisées en Colombie, l'auteur montre que ces commerçants, forts d'une relation de confiance intense avec la population de leur quartier, contribuent à la création d'emplois tout en procurant aux résidents les produits qui leur sont nécessaires à des prix accessibles en facilitant même des formes de crédit à court terme, sans intérêt. L'auteur mobilise les notions d'affaires inclusives (« *negocio inclusivo* ») et de responsabilité sociale pour montrer que ce type de commerçants, tout en recherchant leur profit, contribuent au bien commun à l'échelle de leur communauté, générant ainsi un sentiment identitaire fort et partagé avec leur clientèle. Ils jouent ainsi un rôle économique et social important dans les quartiers où se concentre la population pauvre, rôle qui est d'ailleurs menacé par la force de l'expansionnisme des grandes chaînes commerciales.
- 28 Le thème est clos par le texte de Houinsou Dedehouanou qui analyse le cas de l'Afrique subsaharienne. Sans aborder la question de la pauvreté comme telle, il analyse la gouvernance locale sur le plan financier et fiscal dans des contextes différents de ceux des pays dits développés et de ceux de l'Amérique latine. La différence du contexte subsaharien relève de la décolonisation tardive, de la persistance après la décolonisation des sentiers institutionnels amorcés par la colonisation et de l'incapacité des gouvernements postcoloniaux d'introduire des formes de gouvernance démocratiques et éthiques. Dans ce contexte, les stratégies de décentralisation et de mise en place d'une gouvernance locale n'ont pas eu un effet direct sur l'amélioration des services aux citoyens ce qui soulève l'importance de la dimension politique dans l'analyse de la gouvernance locale.
- 29 La convergence de l'approche solidaire et celle de l'entrepreneuriat contribue à la lutte à la pauvreté en renforçant et en dynamisant la société civile locale, en structurant des réseaux locaux et en mobilisant des ressources, tout en débordant les limites du local et en connectant les acteurs locaux avec des réseaux nationaux ou globaux. C'est le cas dans diverses situations concrètes rapportées par ces articles, où les entreprises locales et les organisations de l'ESS ne travaillent pas en vase clos et où elles collaborent, d'abord, entre-elles à plusieurs échelles et, ensuite, avec des acteurs des secteurs public et parapublic et avec des acteurs privés. Elles établissent donc des réseaux horizontaux et verticaux ayant comme principaux objectifs la concertation, le partage de l'information et la mise en œuvre de projets de développement. C'est donc dans la mesure où les acteurs locaux sont mis en réseau et où ces réseaux locaux sont connectés à des réseaux globaux que l'approche locale peut avoir un effet qui dépasse l'action communautaire elle-même et assure le partage des revenus et des connaissances produits par l'entrepreneuriat.

En guise de conclusion : la lutte à la pauvreté, une responsabilité locale?

- 30 Toutes les situations analysées par les auteurs qui contribuent à ce numéro interrogent le potentiel du local comme cadre de lutte contre la pauvreté. Il va de soi que les acteurs locaux connaissent mieux leurs problèmes que les acteurs extérieurs. Et dans des conditions de « défavorisation », c'est la capacité à mobiliser des ressources qui permet de vitaliser ou de revitaliser les collectivités locales aux prises avec des situations d'appauvrissement et/ou d'exclusion (Drewe, Klein et Hulsbergen, 2008). Mais c'est aussi la capacité de transformer le cadre institutionnel et économique au sens de création de richesses, d'emplois, d'accès au marché et aux compétences qui peut assurer que le développement ainsi généré soit durable et équitable. La transformation du cadre institutionnel implique la mise en place de règles et des codes qui imposent le bien commun.
- 31 Par ailleurs, les différents textes interrogent aussi la place de l'État. L'État a des présences différenciées dans les contextes étudiés dans ces articles. Dans nombre de situations, l'État s'est transformé en adoptant et en internalisant les principes de l'entreprise privée véhiculés vers les instances publiques par le *New Public Management* (Lévesque, 2013). L'État a ainsi tendance à transférer la responsabilité de la lutte contre la pauvreté et l'insertion sociale à la société civile, que l'on s'y réfère en termes de tiers secteur, d'associations, de milieu communautaire, d'entrepreneuriat social, etc., selon les pays et les approches des auteurs. Les acteurs de la société civile réclament d'ailleurs ce transfert argumentant que leurs actions pourraient être plus appropriées et plus efficaces. Par contraste, dans d'autres situations, telles les cas latino-américains étudiés dans ce numéro, l'État est absent, ou défaillant dans ses missions régaliennes (voir le texte de Juan-Carlos Sanclemente sur l'insécurité dans les *barrios* de Medellin) ou dans ses fonctions institutionnelles de base telles que l'accès à l'équité (voir le texte de Luis Portales sur les communautés rurales historiquement exclues et abandonnées).
- 32 Malgré ces différences, il se dégage des différentes analyses que l'État a un rôle essentiel à jouer pour encadrer la lutte à la pauvreté, comme le montre l'exemple du programme québécois des « laboratoires ruraux », abordé par Doyon et Deroo, ou le partenariat entre l'acteur public et les acteurs communautaires (voir le texte de Camus). Si les acteurs locaux doivent être les principaux protagonistes de la lutte contre la pauvreté à l'échelle locale, l'État doit y jouer aussi un rôle important en procurant des ressources financières suffisantes et en assurant le transfert des connaissances. Et il doit aussi assurer l'imbrication ascendante des actions locales aux échelles régionale et nationale. Le maillage des différentes échelles et des différents types d'acteurs est fondamental. L'acteur local a un rôle majeur à jouer dans la lutte contre la pauvreté, mais la responsabilité de cette lutte ne peut pas être que locale.

BIBLIOGRAPHIE

- Amin, A, Cameron, A. et R. Hudson (2002) *Placing the Social Economy*, Routledge, London.
- Barin-Cruz, L (2013), La responsabilité sociale des entreprises (RSE) de type stratégique dans le contexte de la base de la pyramide (BOP), in in C. Gendron & B. Girard: *Repenser la responsabilité sociale de l'entreprise : l'école de Montréal*, Armand Colin Editeur: Paris, pp 391-402
- Becattini, G. (1992) Le district marshalien : une notion socio-économique. Dans Benko, G. et A. Lipietz, Dirs, *Les régions qui gagnent*, Paris, Presses universitaires de France, pp : 35-56
- Benko, G. et A. Lipietz, Dirs (2000) *La richesse des régions*, Paris, Presses universitaires de France.
- Bouchard, M. Dir (2013) *Innovation and the Social Economy*. Toronto, University of Toronto Press, pp: 3-24
- Braczyk, H., Cooke, P. et M. Heidenreich Dirs. (1998) *Régional Innovation Systems*. UCL Press, London.
- Bradford, N. et A. Bramwell, Dirs (2014), *Governing Urban Economies: Innovation and Inclusion in Canadian City Regions*, Toronto, University of Toronto Press, pp: 37-57.
- Caillouette, J., Roos, J.-F. et J.-F. Aubin, Dirs (2013) *Les enjeux de l'intervention sociale territoriale*. Nouvelles pratiques sociales, numéro thématique, Vol. 26, Num. 1, 286 p.
- Castel, R. (2008) La citoyenneté sociale menacée, *Cités*, 35, pp. 133-141.
- Champagne, C. (2012) *Développement écovillageois et renouvellement de l'habiter rural : le cas de Saint-Camille au Québec*. Montréal, CRISES, Cahiers du CRISES, TM1202. Accessible à l'adresse : <http://crises.uqam.ca/publications/cahiers.html>
- Coude E. (2009) *Formation et apprentissages pour le développement territorial : regards croisés entre économie de la connaissance et sciences de gestion : réflexion à partir d'une expérience d'université paysanne au Brésil*. Montpellier, CEMAGREF, Thèse de doctorat en Agroéconomie, 420 p
- Develtere, P. (1998) **Économie sociale et développement**, Paris, Éditions De Boeck.
- Drewe, P., Klein, J.-L. et E. Hulsbergen, Dirs (2008) *The Challenge of Social Innovation in Urban Revitalization*. Amsterdam, Techne Press.
- Dufresne, C. (2014) *Une communauté apprenante, innovante et solidaire : le cas de Saint-Camille comme modèle porteur de développement rural*. Montréal, CRISES, Cahiers du Crises, TM1401. Accessible à l'adresse : <http://crises.uqam.ca/publications/cahiers.html>
- Fontan, J.-M., Klein, J.-L. et B. Lévesque, Dirs (2003) *Reconversion économique et développement territorial : le rôle de la société civile*. Québec, Qc. Presses de l'Université du Québec.
- Friedmann J. (1992) *Empowerment, The politics of alternative development*. Oxford & Cambridge, Blakwell publishers, 196p
- Gaiger, L-I. (1999). La solidaridad como una alternativa económica para los pobres, *CIRIEC-Revista de Economía Pública, Social y Cooperativa, España*, n°.31, p. 187-205.
- Garriga, E., & Melé, D. (2004). Corporate social responsibility theories: mapping the territory. *Journal of Business Ethics*, 53(1), 51-71.
- Klein, J.-L. (2005) Iniciativa local y desarrollo. *Revista latinoamericana de estudios urbanos y regionales EURE*. (Santiago, Pontificia Universidad Católica de Chile) Vol.XXXI, Num.94, pp : 25-39

- Klein, J.-L. et C. Champagne, Dirs (2011), *Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion*. Québec : Presses de l'Université du Québec. Collection Innovation sociale, 328 p
- Klein, J.-L. et D. Harrisson (2007) *L'innovation sociale*, Sainte-Foy, Qc. Presses de l'Université du Québec.
- Klein, J.-L. et Morrissette (2013) *Le développement économique communautaire et la cohésion sociale à Montréal : une recherche partenariale sur l'apport des CDEC*, Montréal, CRISES, Cahiers du CRISES. https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/CRISES_ET1302.pdf
- Klein, J.-L. et P.-A. Tremblay (2013) The Social Economy: A Springboard for Local Development Projects? Dans Bouchard, M. (Dir.) *Innovation and the Social Economy: The Québec Experience*. Toronto, University of Toronto Press, pp : 229-259.
- Klein, J.-L. (2011) Économie sociale et territoire en contexte de mondialisation. Le développement par l'initiative locale. Dans Bellemare, G. et J.-L. Klein (Dir.) *Innovation sociale et territoire*. Québec : Presses de l'Université du Québec. Collection Innovation sociale, pp :175-194
- Klein, J.-L., Fontan, J.-M. Harrisson, D. et B. Lévesque (2014) L'innovation sociale au Québec : un système d'innovation fondé sur la concertation. Dans Klein, J.-L., Laville, J.-L. et F. Moulaert (Dir) *L'innovation sociale*, Toulouse, ÉRÈS, pp : 193-246
- Klein, J.-L., Laville, J.-L. et F. Moulaert, Dirs (2014) *L'innovation sociale*, Toulouse, ÉRÈS
- Lardon S., Tonneau J.P., Raymond R., Chia E., Caron (2008) Dispositifs de gouvernance territoriale durable en agriculture. Analyse de trois situations en France et au Brésil. *Revue Norois*, 209, pp : 17-36
- Laville, J.-L. (2008) *Le travail, une nouvelle question politique*. Paris, Desclée de Brower.
- Lévesque, B. (2013) Social Innovation in Governance and Public Management Systems : Toward et New Paradigm. Dans Moulaert, F., MacCallum, D., Mehmood, A. et A. Hamdouch, (Dir) *International Handbook of Social Innovation: Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Cheltenham (UK), Edward Elgar. pp :25-39
- London, T. (2007). A base-of-the-pyramid perspective on poverty alleviation. Working document (Ann Arbor, Michigan: The William Davidson Institute)
- Mendell M. (2006) L'empowerment au Canada et au Québec : enjeux et opportunités. *Géographie, économie, société*, Vol. 8, pp :63-86
- Mondros J. B. et S. M. Wilson (1994) *Organizing for power and empowerment*, New York, Columbia university press 279 p.
- Moulaert, F. et J. Nussbaumer (2014) Pour repenser l'innovation : vers un système régional d'innovation sociale. Dans Klein, J.-L., J. L. Laville et F. Moulaert (Dir) *L'innovation sociale*, Toulouse, ÉRÈS, pp : 81-114
- Moulaert, F., MacCallum, D., Mehmood, A. et A. Hamdouch, Dirs (2013) *International Handbook of Social Innovation: Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Cheltenham (UK), Edward Elgar.
- Ndiaye, A. (2011) *Économie sociale et solidaire : animation et dynamique des territoires*, Paris, L'Harmattan
- Ninacs. William A, 2008. *Empowerment et intervention : développement de la capacité d'agir et de la solidarité*, Les Presses de l'Université Laval, Québec

- Porter, M. E., et Kramer, M. R. (2006). The link between competitive advantage and corporate social responsibility. *Harvard business review*, Vol. 84, Num.12, pp : 78-92.
- Prahalad, C. K. (2010). *The fortune at the bottom of the pyramid: Eradicating poverty through profits*. Philadelphie, Pearson Education Inc.
- Raufflet, E., J.F. Lozano, C. Garcia de la Torre & E. Barrera, Dirs (2011), *Responsabilidad social en América Latina*, Mexico, Pearson.
- Sen, A. (1987) *Commodities and capabilities*, Oxford University Press.
- Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford University Press.
- Simanis, E., et Hart, S. (2009). Innovation from the inside out. *MIT Sloan Management Review*, Vol. 50, Num. 4 pp: 78-86.
- Stone C. (1995) Political leadership in urban politics. Dans Judge D., Stoker G., et H. Wolman (Dir.) *Theories of urban politics*, London, Sages publications
- Stone, C. N., Henig, J. R., Jones, B. D. et C. Pierannunzi (2001). *Building Civic Capacity*, Lawrence: University of Kansas Press.
- Swyngedouw, E. (1997) Neither Global nor Local: Glocalization and the Politics of Scale. Dans Cox, K. (Dir.) *Spaces of Globalization*. New York, The Guilford Press, pp: 137-166
- Tremblay, D.-G, Klein, J.-L. et J.-M. Fontan (2009). *Initiatives locales et développement socio-territorial*. Québec, Télé-université et Presses de l'université du Québec.
- Wolfe, D. Dir. (2014) *Innovating in Urban Economies: Economic Transformation in Canadian City-Regions*, Toronto, University of Toronto Press

NOTES

1. Nous exprimons notre gratitude à Luciano Barin-Cruz pour de nombreux éléments abordés dans ce point. Nous nous sommes servis d'une synthèse qu'il a réalisée. Voir Barin-Cruz, L (2013).
-

AUTEURS

EMMANUEL RAUFFLET

HEC Montréal